

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Les dernières manœuvres de Washington et de ses alliés européens, turcs et arabes

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 10 AVRIL 2012



La tendance en Syrie

Les dernières manœuvres de Washington et de ses alliés européens, turcs et arabes

Les États-Unis et leurs alliés européens, arabes et turcs, tentent d'obtenir par des manœuvres politiques et diplomatiques en Syrie ce qu'ils n'ont pas réussi à avoir par le financement, l'entraînement et l'armement de groupes armés extrémistes, dont certains sont affiliés à Al-Qaïda, comme le reconnaissent désormais des diplomates et des journalistes occidentaux. Ils pensent pouvoir saper la souveraineté de l'État et le priver de son droit à contrôler son territoire, par le biais d'une interprétation unilatérale et particulière du plan de Kofi Annan. Pourtant, Damas a fait preuve de bonne volonté en acceptant ce plan et en entamant le retrait de ses troupes régulières de trois villes : Zabadani, Idleb

et Homs. Le gouvernement syrien avait réclamé dès le départ des garanties, sans obtenir de réponse claire et nette de la part de M. Annan. Pour éviter tout malentendu après la date du 10 avril –proposée, il faut le rappeler, par Damas– pour l'arrêt des opérations militaires, le pouvoir syrien a réitéré sa demande de garanties, exigeant, cette fois-ci, qu'elles soient « écrites ». Damas doute, en effet, que les groupes armés tiennent leurs promesses une fois que l'armée se sera retirée des centres urbains, surtout qu'ils ont intensifié leur attaques ces dernières 48 heures. C'est ainsi que l'armée a déjoué plusieurs tentatives d'infiltration à partir de la Turquie et du Liban.

Lors d'affrontements à Salama, près du poste-frontière entre les villes syriennes d'Azaz et turque de Kilis, les insurgés ont tué au moins six membres des forces de sécurité et des douanes syriennes. Pendant les combats qui ont suivi, cinq personnes ont été blessés, dont deux ressortissants turcs, dans un camp de réfugiés syriens en Turquie.

Même scénario à la frontière syro-libanaise. Un groupe d'hommes armés a attaqué un poste-frontière face à la région de Wadi Khaled. Lors de l'échange de tirs, une équipe de la chaîne indépendante libanaise NTV, a été prise entre deux feux. Un caméraman, Ali Chaabane, a été tué.

Ce durcissement de la position syrienne intervient à un moment où certains milieux de l'opposition syrienne téléguidée par l'étranger croient pouvoir rééditer le scénario des observateurs arabes, lorsque les groupes armés ont mis à profit la mission des observateurs pour investir, occuper et renforcer les positions évacuées par l'armée syrienne. Or pour Damas, la reprise de ces régions a nécessité d'immenses sacrifices civils et militaires, aussi n'est-il pas question de les offrir aux insurgés. Ceux-ci doivent s'engager à remettre leurs armes, et Kofi Annan doit obtenir des garanties de la Turquie et des pays du Golfe qu'ils vont cesser le financement et l'armement.

La Russie, qui accueille ce mardi le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Moallem, a réaffirmé que la solution doit prendre en compte la souveraineté de la Syrie.

Pour sa part, le vice-ministre turc des Affaires étrangères, Naci Koru, a estimé que la date de mardi fixée pour le retrait des troupes syriennes n'avait « plus de sens » et qu'une « nouvelle étape » allait débiter mardi, quand Kofi Annan fera étape en Turquie. Le lendemain, l'émissaire des Nations unies se rend en Iran.

Pour Catherine Ashton, porte-parole de la diplomatie européenne, « *il est totalement inacceptable de poser de nouvelles conditions à ce stade* ».

La Chine, de son côté, a appelé le gouvernement syrien et l'opposition à respecter le calendrier prévu par le plan Annan.

Les États-Unis ont rejeté lundi la demande syrienne d'une garantie écrite de la part des insurgés, estimant qu'il s'agissait d'une tactique dilatoire. "Ce n'est qu'une nouvelle façon de gagner du temps", a déclaré Victoria Nuland, porte-parole du département d'Etat.

Il est clair que l'Occident et ses alliés travaillent sur deux tableaux : profiter du plan Annan pour reprendre tout le terrain perdu depuis la chute de Baba Amr, le 1er Mars ; ou torpiller le plan Annan à travers une recrudescence des attaques contre les troupes régulières, en faisant assumer au pouvoir la responsabilité de l'échec.

Déclarations et prises de positions

► Serguéï Lavrov, ministre syrien des Affaires étrangères

« C'est clair comme de l'eau de roche, même si on armait l'opposition jusqu'aux dents, elle ne battrait pas l'armée syrienne, on aurait alors juste un carnage pendant de longues années, une destruction mutuelle. »

► Ali Larijani, président du Parlement iranien

« La conférence d'Istanbul est celle des corrupteurs de l'entité sioniste. Quand le gouvernement britannique débloque 500 000 Livres afin de provoquer des troubles en Syrie, quand certains États de la région s'acharnent à défendre la démocratie en Syrie, alors qu'ils sont dirigés par des régimes dictatoriaux, quand ils appellent

à armer l'opposition dans le seul but de déstabiliser la résistance, alors on peut s'interroger sur le véritable nom cette conférence. Les déclarations de la secrétaire d'État concernant le déploiement d'un système de défense anti-missile dans les pays riverains du golfe Persique, constitue leur dernière carte de leurs aventures dans la région. »

Revue de presse

► **As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité-04 avril 2012)

Daoud Rammal

Un responsable libanais qui a visité la capitale russe récemment a déclaré que Moscou suit avec attention la position libanaise vis-à-vis de la crise syrienne. Les responsables russes ont indiqué que toute intervention militaire en Syrie provoquerait une confrontation globale à l'échelle régionale. Ils ont exprimé leur crainte de l'émergence de régimes « religieux totalitaires » qui constitueraient une menace pour les libertés individuelles et la liberté d'expression et de culte. Selon eux, un tel cas de figure « va amplifier les craintes légitimes des minorités, ce qui n'est pas rassurant mais au contraire déstabilisateur. » Les Russes qualifient de « sage » la politique de dissociation de la crise syrienne adoptée par le Liban et qui devrait servir de modèle aux autres.

Évaluant la position de certains pays arabes en Syrie, un responsable russe évoque un « rôle clair de l'Arabie saoudite et du Qatar dans les événements, ces deux pays ayant aidé les groupes terroristes en leur fournissant armes et argent ». « Voyez ce qui se passe actuellement en Libye, a ajouté ce responsable. Est-ce une révolution ou une guerre civile. Qui peut encore garantir l'unité de ce pays ? »

Le responsable russe a ajouté que l'Arabie saoudite et le Qatar entretiennent des relations avec les groupes extrémistes au Yémen, où toutes les options restent ouvertes. « Ces deux pays participent activement aux événements en Syrie en apportant leur soutien aux groupes armés extrémistes et ladite l'Armée syrienne libre. Certains pays arabes sont désormais prêts à tout pour déstabiliser

la Syrie », a-t-il conclu.

► *Al Akhbar* (Quotidien libanais proche de la majorité-05 avril 2012)

Nader Fawzi

Samir Geagea dans la ligne de mire. Certains expriment leur étonnement, connaissant la forteresse de Maarab et la sensibilité sécuritaire du chef des Forces libanaises. D'autres dessinent un sourire jaune sur leurs lèvres. D'autres, enfin, hochent la tête, à la manière de quelqu'un qui connaît bien les circonstances des événements. Geagea assure à *Al Akhbar* qu'il a des doutes sur la partie qui est derrière cette opération. « Je sais qu'il y a un camp important qui se trouve derrière ce climat, mais je ne me permets pas d'adresser une accusation quelconque », précise-t-il.

A qui profiterait sa mort ? « A de nombreuses parties, dit-il. Les auteurs de cette tentative ont voulu écarter une personne forte de la scène. Une personnalité dont l'influence ne se limite pas à une communauté ou une région, et dont la popularité augmente de plus en plus. » La tentative d'assassinat est-elle une mise en scène ? L'effervescence qui règne à Maarab, le déploiement des membres de la sécurité de Geagea et de partisans armés, ainsi que le nombre de militaires, prouvent le contraire.

Les faits se sont déroulés comme suit : Geagea faisait de la marche rapide dans une zone réservée à ce sport. Ses gardes du corps étaient un peu à l'écart. Juste au moment où il se baissait pour cueillir une fleur, il a entendu le claquement d'une balle contre le mur, suivi immédiatement par un autre impact. Les snipers étaient au nombre de deux au moins. Ils ont tiré deux balles de calibre 12,7mm et 14,5 mm. Les projectiles ont été tirés de l'ouest vers l'est, à partir d'une petite colline surplombant le palais de Maarab.

Un service de sécurité affirme que Samir Geagea a « orchestré cette pièce de théâtre. » Un autre évoque le sérieux des indices.

► *Al Akhbar* (02 avril 2012)

Sabah Ayyoub

Des membres de l'Agence centrale du renseignement (CIA)

entrent dans la salle pleine d'étudiants libanais et décorée de drapeaux libanais, américains et de la CIA. Les yeux des présents brillent et scrutent les créatures intelligentes qui sont spécialement venues pour eux. Ils écoutent attentivement les explications sur les différentes branches de l'Agence et prennent note des besoins de la CIA de recruter des jeunes intelligents, ambitieux et polyglottes, comme les Libanais.

Les yeux de l'un des étudiants se mouillent de larmes. « Oh mon Dieu, c'est moi la personne adéquate. Je vais rejoindre le camp des plus forts et apprendre le métier d'espion à la CIA. Pourquoi pas ? Je pourrais me porter candidat à la section informatique ou du génie. Personne ne m'accusera d'être un espion. Je serais un employé dans une entreprise américaine. Ni plus ni moins. »

La séance d'explication terminée, les étudiants et les agents de la CIA se retrouvent autour d'un mezzé de Hommos, tabboulé et méchoui. La CIA a appris que le recrutement d'un étudiant libanais commence par une assiette de Hommos.

Cette scène dans tous ses détails n'est pas le fruit de l'imagination. Elle se reproduit tous les ans depuis 2008 dans différents États des USA, depuis qu'une organisation estudiantine libano-américaine a décidé de réunir les étudiants libanais qui suivent leurs études dans différentes villes américaines, pour leur proposer des cycles de formation pour être recrutés à la CIA, sous prétexte d'offrir aux étudiants libanais des opportunités de travail aux États-Unis. Les initiateurs de ce projet sont des étudiants américains portant la nationalité libanaise ou d'origine libanaise qui ont fondé ou rejoint la Lebanese Collegiate Network (LCN), présentée comme une organisation à but non lucratif.

► *L'Orient-Le Jour* (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars)

Christian Merville (03 avril 2012)

Au fil des jours qui ont suivi la chute de Hosni Moubarak, il devenait de plus en plus évident que la scène égyptienne était dominé par les Frères musulmans. Avec leur victoire aux récentes législatives, la probable élection dans six semaines de leur numéro 2 à la tête de l'État, l'affaiblissement continu de l'autorité du

gouvernement Ganzouri, la dégradation de la conjoncture économique, ils se retrouvent projetés sur le devant de la scène, avec les risques que comporte une telle surexposition. L'institution militaire conserve dans sa manche une carte de choix qu'il lui suffirait, croit-elle, d'abattre pour bouleverser la donne : la candidature à la première magistrature du général Omar Souleiman, ancien vice-président du raïs et éventuel garant de la sauvegarde des immenses privilèges dont jouissent ses camarades.

Pour nombre de ses collègues du Parti de la liberté et de la justice, Kharait Chater est un salafiste qui ne veut pas dire son nom et qui est parvenu à éliminer – ou à pousser vers la sortie – ses adversaires, notamment Abdel Moneim Aboul Foutouh, un leader historique des Frères musulmans, lui aussi candidat à la présidence, Islam Loutfi, qui a fondé son propre parti, Kamal Helbawi, ou encore Mohammad Habib.

Emprisonné, l'homme avait fait paraître en 2005 dans le quotidien britannique *The Guardian* un article qui se voulait rassurant. « N'ayez pas peur de nous, écrivait-il. Nous sommes convaincus que les réformes démocratiques peuvent être à l'origine de la renaissance de l'Égypte. » Cela revenait à prêcher des convertis, à condition toutefois de définir l'identité des réformateurs et leurs convictions réelles.

► *Le Figaro* (05 avril 2012)

Georges Malbrunot

Langage franc et direct. Plan Annan, soutien au Conseil national syrien, mise à l'écart rapide de Bachar el-Assad : HdN, un diplomate français qui suit de près l'évolution de la crise syrienne, nous livre sa lecture des événements. Une lecture décapante, qui ne correspond pas tout à fait à la version officielle du Quai d'Orsay, sa « maison-mère ».

« La diplomatie française a sous estimé le régime syrien parce qu'on a bien voulu le sous estimer. On ne devait pas être surpris par sa capacité de résistance. Eric Chevalier, notre ambassadeur, après avoir été recadré juste au début de la révolte, a été très bon après. Il a clairement averti Paris que la crise allait être longue. Nous connaissons très bien ce régime, depuis trente ans que nous

avons été successivement amis, puis ennemis, avant d'être de nouveau amis au cours des dernières années. Notre brusque changement de position, après le début de la révolte l'an dernier, est à la hauteur du désamour que la direction de l'État français a conçu quand elle a vu que Bachar el-Assad ne nous avait pas écouté, et qu'il ne tiendrait pas les promesses que nous avons cru naïvement qu'il tiendrait. »

« Le Conseil national syrien (CNS) est en perte de vitesse sur le terrain. Nous avons soutenu un cheval perdant. Ce n'est pas faute pourtant d'avoir lancé des mises en garde. La perception des Syriens de l'intérieur est très négative vis-à-vis du CNS. Ils sont nombreux à estimer que ses dirigeants ne les représentent plus, qu'ils ne font que se montrer devant les caméras des télévisions dans des hôtels cinq étoiles, ils ne nous apportent plus rien, disent-ils. Des habitants de Homs leur reprochent même de leur avoir volé la résistance à Baba Amro. Par leurs connections avec Avaaz (l'ONG basée à Beyrouth, ndlr), les gens du CNS ont donné l'impression que c'est eux qui avaient fait sortir les habitants de Baba Amro, alors que ce sont les membres des comités de coordination sur place qui ont fait le boulot. Le CNS reste dans une opposition systématique. Chaque fois, qu'il se passe quelque chose, il réagit négativement. Le plan Annan ? Non, ce n'est pas ce qu'il faut faire. Quand les observateurs arabes sont arrivés en décembre ? Non, ce n'est pas bien. Les attentats ? Tout de suite, sans la moindre preuve, ils ont accusé le régime. Ils ont, pourtant, été démentis par les Américains, et par des gens pointus comme James Clapper (le patron du renseignement, ndlr) qui n'est quand même pas n'importe qui. Certes, les dirigeants du CNS excellent en Occident, parce qu'ils parlent notre langage, et nous disent ce qu'on a envie d'entendre. Mais ils se sont peu à peu déconnectés de la réalité du terrain. Nous devrions en prendre conscience. »

La majorité silencieuse. « On la sous estime. La contestation n'a pas encore entraîné la révolte de toute la population. Il y a encore une majorité silencieuse qui nous dit la chose suivante : nous n'aimons pas le régime, mais rien de ce que ces gens (de l'opposition, ndlr) font nous annoncent quelque chose qui nous ferait sortir de notre réserve ou de nos hésitations pour aller les

soutenir ».

Le plan Annan de sortie de crise. « Jusqu'à maintenant, tactiquement, Kofi Annan a bien joué. Il a mis la barre relativement haut, en disant : voilà, les paramètres d'une solution (les six points de son plan, ndlr). La première réponse du régime a été : on a besoin de plus de temps, mais Annan n'est pas remonté au créneau, il est resté dans un premier temps en retrait. Il se garde le contact avec Bachar, et il laisse faire le travail de base par ses hommes sur le terrain. Ce que n'avait pas fait avant lui le Premier ministre du Qatar, Hamad Ben Jassem, qui avait traité directement et brutalement avec Bachar. La France, après avoir hésité, le soutient maintenant. On est encore en faveur de la chute du régime. On n'a pas compris que ce n'était plus d'actualité. D'un autre côté, que pouvons-nous faire d'autre ? Nous avons adopté une position tellement radicale dès le début que nous ne pouvons plus en changer. Nous nous sommes condamnés à camper sur la ligne jusqu'au-boutiste du CNS : c'est-à-dire pas de discussion avec Bachar ».

► **Marianne** (Hebdomadaire français)

Selon une source du Département d'État américain, le président Barack Obama s'oppose fermement à la remise en liberté de Georges Ibrahim Abdallah, et en a officiellement informé les autorités françaises. Les dernières déclarations de l'ex-chef de la DST Yves Bonnet indiquent que la justice française avait entamé la procédure de réouverture du dossier de l'enquête, après que le président du gouvernement libanais Nagib Mikati eut soulevé la question pendant sa visite à Paris.

Les autorités françaises souhaiteraient accélérer la libération d'Abdallah et son rapatriement au Liban de crainte que son avocat Jacques Vergès ne mette à exécution ses menaces d'exploiter les dernières informations livrées par Yves Bonnet pour réclamer un nouveau procès. Un tel procès mettra sans doute dans l'embarras la justice française dans la mesure où il dévoilera le « terrorisme d'État » exercé par les renseignements français, de connivence avec les services secrets américains et israéliens, pour inculper Abdallah et le maintenir en prison depuis 1984.

Le nouveau « veto » américain risque d'entraver les efforts de remise en liberté d'Abdallah. Yves Bonnet a fait de nouvelles révélations cette semaine en déclarant : « Ce qu'a fait Georges Abdallah s'inscrit dans le cadre d'actes de résistance. Il est inacceptable qu'il soit aujourd'hui traité pire qu'un serial killer ».

► **Haaretz** (Quotidien israélien-03 avril 2012)

Zvi Bar' il

La décision des Frères musulmans de désigner Khairat al-Chater candidat à la présidence en l'Égypte a provoqué un vent de panique non seulement en Israël, mais dans toute l'Égypte, et même au sein de la confrérie elle-même. Apparemment, l'objectif des Frères musulmans est de prendre le contrôle de chaque levier du pouvoir : le gouvernement, le Parlement, la commission de rédaction de la Constitution. Maintenant, c'est la présidence qui est dans la ligne de mire de la Confrérie.

Cependant, la décision de présenter un candidat à la présidentielle ne devrait pas inquiéter Israël autant que la victoire retentissante des Frères musulmans lors des élections législatives. On ne connaît pas encore le type et l'importance de l'autorité dont jouira le président. Et même si le nouveau président se voit accorder de larges pouvoirs, le Parlement détient déjà de vastes prérogatives en matière de détermination de la politique intérieure et étrangère. Par exemple, si le Parlement égyptien le souhaite, il peut amender ou même abolir les accords de Camp David.

De hauts représentants de la Confrérie, en particulier Khairat al-Chater, ont fait savoir clairement qu'ils sont tenus de respecter les accords de Camp David, ainsi que tout autre engagement international de l'Égypte, y compris la vente de pétrole et de gaz à Israël. Al-Chater, un homme d'affaires millionnaire, a à son actif de nombreux entretiens avec des responsables américains de haut rang, notamment la secrétaire d'État Hillary Clinton, à qui il a demandé une aide économique. Comme ses collègues dirigeants des Frères musulmans, il n'est pas particulièrement aimant d'Israël, mais il est probable que son mépris pour l'État hébreu ne soit pas aussi intense que celui de Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue arabe et candidat à la présidence.

► *Der Spiegel* (04 avril 2012)

Ulrike Putz

Hussein se souvient à peine de la première fois où il a exécuté une personne. Il était probablement dans un cimetière, un soir ou une nuit. C'était certainement à la mi-octobre de l'année dernière, et la victime était chiite, à coup sûr. Elle avait avoué avoir tué les femmes, « les femmes honnêtes, dont les maris et les fils avaient protesté contre le régime du président Bachar al-Assad ». Les rebelles avaient décidé que l'homme, un soldat dans l'armée syrienne, méritait de mourir.

Hussein ne se soucie pas de savoir si l'homme avait fait ses « confessions » sous la torture ou de peur de mourir. Il a commencé à balbutier des prières. Hussein a sorti son couteau et a tranché le cou de l'homme agenouillé. Ses camarades de la « brigade de l'enterrement » inhument rapidement le cadavre ensanglanté dans le sable, à l'ouest du cimetière de la région de Baba Amr, le bastion rebelle de Homs. A l'époque, le quartier était encore aux mains des insurgés.

Cette première exécution était un rite d'initiation pour Hussein. Il est maintenant devenu membre de la « brigade d'enterrement » de Homs. Hussein est actuellement soigné dans un hôpital de Tripoli. Il a été blessé par un éclat d'obus qui s'est logé dans son dos lors de l'occupation de Baba Amr par l'armée régulière, début mars.

« Depuis l'été dernier, nous avons exécuté près de 150 hommes, soit environ 20 pour cent de nos prisonniers », dit-il. Les prisonniers qui ne sont pas reconnus coupables ou qui ne sont pas condamnés à mort sont échangés contre des rebelles ou des manifestants détenus », dit-il. Les bourreaux de Homs ont également exécutés des traîtres dans leurs propres rangs. « Si nous attrapons un espion sunnite, ou si un citoyen trahit la révolution, nous le faisons rapidement », dit l'exécuteur. La brigade de Hussein a mis entre 200 et 250 « traîtres » à mort depuis le début de l'insurrection.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Les dernières manœuvres de Washington et de ses alliés européens, turcs et arabes », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 10 avril 2012, www.voltairenet.org/a173511